**MODELE DE LETTRE OUVERTE AUX ELU.E.S**

**(MAIRE, PRESIDENT.E DE CONSEILS DE SURVEILLANCE, DEPUTE.E, … )**

*A ……………, le ……………..2019*

Madame, Monsieur,

Les mouvements sociaux se multiplient depuis plusieurs mois dans les établissements de Santé et d’Action sociale comme au sein des services d’urgence, de maternité, de la protection de l’enfance, des structures pour personnes âgées, dans le secteur de la Psychiatrie … Les personnels, avec la CGT, dénoncent le manque criant de moyens humains, matériels et budgétaires dans les établissements sur tout le territoire.

Notre système de Santé et de Protection Sociale ne tient que grâce au surinvestissement actuel des professionnel.le.s. Pour exercer au mieux leur mission auprès de la population, 24h sur 24 et 365 jours sur 365, ils sont astreint.e.s à subir des cadences de travail et des rythmes infernaux avec en sus des fermetures, des restructurations de services et d’établissements partout en France. Ces situations engendrent une dégradation considérable de leurs conditions de travail, de vie et a un impact néfaste sur la qualité de la prise en charge de la population.

L’accès, la proximité et la capacité de répondre aux besoins des usagères et usagers sont mises à mal, entrainant des difficultés allant parfois jusqu’au non-recours aux soins. Les inégalités en matière de santé et d’espérance de vie deviennent une réalité dans notre pays.

La Loi « Ma santé 2022 », dite de *Transformation de notre système de santé*, n’apporte pas les réponses à l’urgence de mesures supplémentaires en terme d’effectifs en personnel et il faut dès à présent obtenir un Projet de loi des Finances de la Sécurité Sociale qui octroie des moyens financiers supplémentaires pour les établissements afin de répondre aux revendications des salarié.e.s et aux besoins de la population.

Le gouvernement, sans concertation sérieuse et sous couvert d’un pseudo dialogue social, continue de nous imposer un projet ultralibéral s’appuyant uniquement sur une logique comptable et d’austérité économique. Cette politique tend à faire disparaitre la responsabilité de l’Etat concernant son obligation à rendre un service public de Santé et d’Action sociale de qualité et égalitaire sur tout le territoire, ceci en faisant la part belle au secteur privé lucratif et à son développement.

La Santé et la Protection Sociale des Français ne doit pas être considérée comme une marchandise soumise à la production de profits financiers.

Nous ne cautionnons pas la destruction de notre système de soin et de protection sociale guidée par la seule notion de rentabilité qui prime sur la qualité des soins et la dimension humaine à avoir en la matière.

Il est de votre devoir d’élu.e d’interpeller le gouvernement sur la gravité de la situation. Il est de votre responsabilité d’élu.e que soit mise en œuvre une réelle et vertueuse politique de Santé et de Protection Sociale répondant à l’amélioration des conditions d’exercice des personnels et aux besoins de la population.

La CGT a des propositions pour améliorer notre système de Santé et de Protection Sociale et notre société dans son ensemble, elle est porteuse de revendications pour l’amélioration des conditions de travail et de vie des salarié.e.s de ces secteurs d’activité et reste à votre disposition pour un échange avec vous.

En attendant une réponse de votre part, recevez, Madame, Monsieur, nos sincères salutations.

*Pour la CGT : Nom du Syndicat*